

## **Lettre ouverte aux élu(e)s et aux responsables des formations politiques de la Communauté d'Agglomération du Val d'Orge et du Département de l'Essonne**

Cette lettre est rédigée dans l'urgence d'une situation insupportable, d'un danger imminent d'expulsion et de séparations des familles roms du Techniparc. Elle est un appel à la prise de responsabilité de celles et ceux qui en faisant le choix de l'engagement dans la vie politique, se doivent d'en montrer leurs motivations.

**Si le "politique" montre son impuissance à mettre en débat et en action ce sujet qui relève de sa compétence et de ses pouvoirs, comment imaginer qu'il puisse se faire entendre de celles et ceux qui ne l'écoutent plus aujourd'hui.**

Il y a un an notre pays a vécu le choc de réaliser jusqu'où cela peut conduire.

Le silence en la matière s'apparenterait à l'approbation. Il vaudrait consentement à l'expulsion d'enfants, de femmes, d'hommes, dont le seul crime est d'être nés au mauvais endroit ou plutôt d'être issus d'un peuple rejeté.

Que peut le politique ? Il ne peut plus, s'en tenir à dire "*on ne peut pas accueillir toute la misère du monde*". Sauf à faire ainsi la démonstration de son impuissance. **Il lui revient ici, et ailleurs, de s'attaquer aux causes de cette misère.**

Selon les théories de certains, nulle entrave ne devrait être mise ou ne pourrait être imposée à la libre circulation des capitaux où bon leur semble, c'est à dire là où ils pourraient accroître encore plus leurs profits. Mais pour les mêmes, il ne saurait être question que les hommes puissent circuler librement sur la planète ! Cette misère frappe à notre porte, entre et entrera comme elle le peut: la seule réponse à lui apporter serait d'affréter des charters pour la renvoyer d'où elle vient ?

**Qui peut croire à l'efficacité mais surtout à la légitimité de telles solutions ?**

Il est urgent que les politiques à tous les niveaux, avec les citoyens, engagent le débat et les actions pour une autre construction de la mondialisation, pour répondre aux besoins de tous les êtres humains qui la composent. Il est temps que l'on cesse de s'en remettre uniquement à "l'humanitaire" pour apporter des soins palliatifs à ce cancer qui ronge une partie de l'humanité: on connaît les causes et on refuse d'y apporter les remèdes possibles à notre époque.

C'est la misère et non pas les miséreux qui menace la "sécurité", l'avenir de chacune, chacun, d'entre nous ! N'arguons pas de celle que vivent certains de nos compatriotes, à laquelle on ne répond déjà pas, pour ignorer celle d'étrangers venus d'ailleurs. L'une et l'autre relèvent bien des mêmes choix et volonté politiques.

**Nul d'entre nous ne pense que l'on puisse au plan local apporter toutes les réponses humaines et matérielles à cette situation, mais rien n'empêche en partant de celle-ci de mobiliser toutes les énergies, pour qu'à tous les niveaux, des solutions soient recherchées, d'y prendre sa part, et de faire de cette question le symbole du sens que l'on accorde à l'action publique et politique dans notre pays, au service de l'intérêt général.**

Si votre engagement, votre détermination, ne peuvent pas tout, ils peuvent contribuer fortement à trouver des réponses humaines, sociales, à cette situation.

Nous en attendons l'expression et la manifestation urgentes.

- Le droit d'asile territorial est remis en cause (entre autres) par la nouvelle loi sur la sécurité intérieure.

*Quelles actions concrètes vous-mêmes et votre formation envisagez de mener pour dénoncer cette atteinte grave aux droits de l'homme et aux traditions d'accueil de notre pays?*

- Pour ne pas accorder le droit d'asile aux Roms, le gouvernement français se prévaut d'une convention signée avec les autorités roumaines, par laquelle celles-ci s'engagent à faciliter l'intégration des Roms dans la société roumaine et à faire cesser les discriminations dont ils sont victimes. Les faits démontrent que cette convention n'est pas appliquée et que la situation des Roms est toujours aussi intolérable en Roumanie.

*Quelles actions votre formation envisage-t-elle pour que la France et l'Union Européenne exercent une pression efficace sur la Roumanie pour que les droits de l'homme soient effectivement respectés dans ce pays ?*

*Quelle action envisagez-vous vis à vis du gouvernement de notre pays pour que celui-ci, prenant acte du non-respect de ses engagements par l'Etat roumain, accorde le droit d'asile aux Roms présents sur le territoire français ?*

- Les conditions de vie des Roms "établis" en Ile de France en général et sur le Techniparc de St Michel / Orge en particulier, sont intolérables et inacceptables. Les actions menées à Lieusaint, Fontenay -sous-Bois et ailleurs montrent que, concrètement, des initiatives locales coordonnées (collectivités territoriales, associations, services de l'Etat...) sont possibles et efficaces. Les expulsions brutales subies par les différents groupes Roms ces dernières semaines ont, elles, démontré leur inefficacité et leur absurdité : elles n'aboutissent qu'à déplacer le problème ailleurs !

*Quelles actions envisagez-vous de mener, en collaboration avec les services de l'Etat et les associations présentes sur les terrains, pour donner aux familles Roms du Techniparc de St Michel des conditions de logement décentes ?*

*Les Roms viennent en France pour que leurs enfants aient une vie meilleure que la leur et obtiennent ce qui leur est refusé en Roumanie: l'accès à l'école. La scolarisation des enfants, de la maternelle au secondaire, est un des meilleurs moyens d'intégration. Quelles actions envisagez-vous pour que tous les enfants de 3 à 16 ans, soient scolarisés sur nos communes ?*

*Quelques familles présentes sur le Techniparc ne bénéficient pas de l'aide médicale de l'Etat. La commune de St Michel / Orge a rempli son rôle en domiciliant 54 personnes à son CCAS. Les autres communes de la CAVO sont-elles prêtes à poursuivre cette action ?*

Pour contacter le Comité de Soutien: